



POLITIQUE, LITTÉRATURE, INDUSTRIE, COMMERCE.

L'ÉCHO SAUMUROIS



Paraissant les Mardis, Jeudis et Samedis.

JOURNAL D'ANNONCES, INSERTIONS LÉGALES ET AVIS DIVERS.

ON S'ABONNE A SAUMUR, Au bureau, place du Marché-Noir, et chez MM. GAULTIER, JAVAUD, MILON, libraires. Les Abonnements et les Annonces sont reçus, à Paris, à l'Office de Publicité Départementale et Etrangère, LAFFITE-BULLIER et C^o, place de la Bourse, 8, et à l'Agence Centrale de Publicité des Journaux des Départements, rue du Bac, 93.

Gare de Saumur (Service d'été, 19 mai).

Départs de Saumur pour Nantes.		Départs de Saumur pour Paris.		Départs de Saumur pour Tours.	
7 heures 10 minut. soir,	Omnibus.	9 heures 50 minut. matin,	Express.	3 heures 02 minut. matin,	Omnib.-Mixte.
4 — 35 — —	Express.	11 — 35 — —	Direct-Mixte.	7 — 52 minut. matin,	Omnibus.
3 — 57 — —	matin, Poste.	5 — 11 — —	soir, Omnibus.		
9 — 04 — —	Omnibus.	9 — 52 — —	Poste.		
Départ de Saumur pour Angers.					
1 heure 02 minutes soir,	Omnibus.				

PRIX DES ABONNEMENTS.

Un an,	Saumur, 18 f. »	Poste, 24 f. »
Six mois,	10 »	13 »
Trois mois,	5 25	7 50

L'abonnement continue jusqu'à réception d'un avis contraire. — Les abonnements demandés, acceptés, ou continués, sans indication de temps ou de termes seront comptés de droit pour une année.

CHRONIQUE POLITIQUE.

Toute la presse allemande commente ces paroles de M. de Bismark : « En présence d'une situation nouvelle dans notre vie constitutionnelle, le gouvernement continuera à avoir en vue les intérêts de l'Etat, comme dans toute autre. En ce sens, il considère comme un devoir de tenir à ce que la Constitution reste une vérité, dans les dispositions aussi qui règlent les droits de la couronne et de la Chambre des seigneurs. »

On se demande ce que le président du conseil a voulu faire entendre par cette déclaration. Constitutionnellement parlant, deux moyens seulement se présentent pour sortir de la crise : une dissolution de la Chambre des députés ou la démission du ministère. La couronne ne paraissant disposée à user d'aucun de ces deux moyens, il ne lui reste qu'à essayer de gouverner sans le concours de la Chambre basse, ce qui constitue une situation vraiment nouvelle, comme l'a dit M. de Bismark, mais ce qui ne saurait être que momentané.

Quelques journaux font observer que le vote de la motion présentée par M. le comte d'Arnim est un premier pas fait en dehors de la stricte légalité. D'après la constitution prussienne, la Chambre des seigneurs, comme notre Sénat, peut rejeter ou adopter les projets de loi qui lui sont envoyés de la Chambre des députés, mais non les amender. En rejetant le projet de budget, déjà voté par la Chambre basse, elle était dans son droit constitutionnel; mais en reprenant pour son compte le budget tel qu'il avait été présenté par le gouvernement, elle outre-passait son droit. Il est à remarquer que les ministres n'ont pas pris part à ce dernier vote.

Une vive émotion s'est produite dans Berlin aussitôt que le vote de la Chambre des seigneurs a été connu. Les diverses fractions de la Chambre des députés se sont réunies en conférence pour délibérer sur l'attitude qu'il conviendrait de prendre. Aucune décision n'a été adoptée dans cette réunion. Une séance générale était annoncée pour le 15.

Un message royal vient de déclarer close la session de la Chambre des députés de Prusse. Le dernier acte de cette assemblée a été une énergique protestation contre la résolution de la Chambre haute.

La séance finale du 13 octobre ne nous est encore connue que par les résumés télégraphiques; mais elle a amené les choses au point extrême. Un rapport a été rédigé séance tenante sur le vote de la Chambre des seigneurs, et ce vote, après lecture du rapport, a été déclaré, à l'unanimité et sans discussion, inconstitutionnel, nul et non avenue. On a en même temps rappelé au gouvernement que son devoir était de régler, conformément à la Constitution, les dépenses de l'année courante, et de ne pas dépasser les crédits accordés par la Chambre des députés.

C'est à ce moment que le message royal, prononçant la clôture, a été communiqué à la Chambre. Elle s'est séparée aux cris de : *Vive le roi ! vive la Constitution !* comme on criait en 1830 : *Vive le roi ! vive la charte !*

Le message exprime le regret que le budget de 1862 n'ait pu être fixé légalement; il reconnaît que le gouvernement va se trouver, sous ce rapport, en dehors des conditions prévues par la Constitution. « Mais, dit-il, le gouvernement ne peut oublier ses devoirs envers le pays, et c'est pour les remplir qu'il se croit autorisé, jusqu'à la fixation légale du budget, à faire les dépenses nécessaires au maintien de nos institutions et aux besoins du pays. » Le gouvernement espère, d'ailleurs, que ces dépenses seront sanctionnées plus tard par le Parlement. Un paragraphe du message, — à l'adresse, non de la Chambre, mais des Etats faisant partie du Zollverein, — dit que les principes économiques qui ont inspiré le traité de commerce conclu avec la France, serviront désormais de base à la politique commerciale de la Prusse.

Les dépêches de Berlin signalent l'émotion que ces graves incidents ne pouvaient manquer de produire. Après la clôture, il y a eu un conseil des ministres chez le roi, qui était arrivé le matin même de Cobourg.

Confit entre la couronne et la Chambre des députés; conflit entre la Chambre des députés et la Chambre des seigneurs; résolutions contraires adoptées de part et d'autre avec la même unanimité; budget de 1862, voté par la Chambre basse, rejeté par la Chambre haute; le même budget, non réduit, adopté par celle-ci; budget de 1863 retiré; le gouvernement, condamné à faire des dépenses déclarées d'avance illégales; les Chambres, dans la session prochaine, placées forcément en face de faits accomplis; les diverses chances d'arriver à une entente épuisées; l'opinion publique émue, les passions excitées: tel est le bilan de la situation actuelle en Prusse.

(La France.)

Nous recevons de Berlin directement les informations suivantes :

On assure que le gouvernement prussien, pour sortir de la situation actuelle, aurait résolu de faire un appel à la nation.

Les députés, à l'avenir, seraient nommés par le suffrage universel direct. Chaque candidat devrait être domicilié dans la circonscription où il se présentera. Le vote aurait lieu dans chaque village.

On pense que le suffrage universel, consulté sous cette forme, donnera en Prusse une grande majorité aux candidats du gouvernement.

Ces mesures, arrêtées en principe, seraient mises à exécution après le retour à Berlin de M. de Bismark, attendu vers le 17 octobre à Paris, où il ne restera que trois jours. (Idem.)

On écrit de Leipzig, le 15 octobre :

Hier a eu lieu ici une réunion du parti de la Grande-Allemagne. Il a été décidé, sur la proposition de MM. Schfrath et Writke, que la déclaration suivante serait notifiée au congrès de Francfort :

« La réorganisation définitive de l'Allemagne, sans qu'aucune portion du territoire allemand puisse en être exclue, ne peut avoir lieu qu'avec une représentation nationale, nommée conformément à la loi électorale de l'empire allemand. »

Nous apprenons par une dépêche de Hombourg, du 15 octobre, que l'assemblée générale des actionnaires de l'établissement des jeux de Hom-

FEUILLETON.

EDMÉE

(Suite.)

XXVI. — LA PALINODIE.

Si jamais un pauvre cœur fut mis à la torture, ce fut bien celui de la mère Marie, par la cruelle enfant qu'elle avait élevée... Que dis-je? disputée à la mort, au péril de sa propre vie. — Comment lui dire ça, pensait la bonne vieille, en se rendant auprès de sa nièce. Par où commencer? Quelles raisons lui donner? Méchante enfant, me soumettre à une pareille épreuve, à mon âge, est-il Dieu possible! Mais le moyen de lui ôter son idée? Qui penserait ça, en la voyant passer dans la rue, les yeux baissés, comme une sainte vierge?... Elle, d'ordinaire si douce, si bonne au pauvre monde, aux bêtes, — à toute la nature, car, lorsqu'elle cueille une rose, peu s'en faut qu'elle ne demande pardon au rosier de la douleur qu'elle lui cause, — qu'elle croit lui causer, la mignonne, car les plantes ne souffrent pas quand on les coupe... sans cela, les forêts seraient de vrais champs de bataille... Mais, n'importe, cela annonce de la sensibi-

bilité... et penser qu'elle a donné aujourd'hui un si grand démenti à cette douce vertu! C'est à n'y pas croire... Il faut que le malin Esprit s'en mêle... Ah! seigneur!... Beelzébuth, posséder mon Aimée, ça n'est pas. J'en mettrais ma main au feu, le ciel n'aurait pas permis un si grand malheur, et je m'en veux même d'avoir une semblable idée. Ah! c'est qu'aussi je ne l'avais jamais vue en colère... Que peut-elle avoir contre M. Valentin, une si bonne nature de jeune homme? Elle a une dent de lait contre lui, c'est sûr. Une dent de lait! Il n'y a pas si long-temps qu'elle les avait, ses dents de lait... Cher bébé... Il me semble encore la bercer sur mes genoux. M'a-t-elle donné du mal!... Ah! c'était le bon temps.

Tout en s'entretenant avec elle-même, la bonne vieille n'avait pas laissé que de cheminer, et un quart d'heure ne s'était pas écoulé, qu'elle était arrivée chez la Jeanne.

- Bonjour, ma nièce, lui dit-elle, en l'abordant.
- Bonjour, ma tante, répondit Jeanne.
- Ça va bien, depuis ce matin?
- Assez bien, ma tante, je vous remercie.
- Tu oublies tes rhumatismes?
- C'est vrai : ils me font toujours souffrir.
- Ça n'est pas à négliger, ma fille.
- Bah! ça se passera.

— Ça se passera!... Tu ne ferais pas mal de voir un médecin.

- Les médecins n'y connaissent goutte.
- Peut-être!
- C'est dans le sang.
- Toutes les maladies sont dans le sang.
- Après tout, on est sur terre pour souffrir.
- Pensée chrétienne, ma fille! Mais ça n'est pas une raison, pour ne pas se soigner, quand on est malade.
- Je verrai... je parlerai à M. Dubreuil, le pharmacien.
- Tu veux dire l'apothicaire.
- Oui... le pharmacien.
- Une petite médecine ne te ferait pas de mal.
- Je n'en ai jamais pris qu'une...
- Ça ferait deux.
- C'est assez d'une.
- Le fait est que ça n'est pas agréable à prendre; cependant, avec un peu de miel... ou de sucre candi...
- C'est toujours une médecine...
- Ah! dame! c'est vrai. Mais ce qui est amer à la bouche, dit le proverbe, est doux au cœur. — Voilà que tu prépares ton dîner?
- Oui, je crains même d'être en retard...
- Tu as là de belle viande.

bourg vient de prendre, à la majorité de 605 voix contre 9, une décision en vertu de laquelle l'entrée des salles de jeu sera désormais interdite, pendant l'hiver et pendant l'été, aux paysans, ouvriers, commis et apprentis de commerce. — Havas.

Les journaux de Turin donnent des détails sur l'exécution du décret d'amnistie. Suivant l'*Opinione*, la majeure partie des volontaires se composait de Napolitains et de Siciliens; on les renvoie dans leurs foyers par petits détachements.

Il vient de paraître à Turin une brochure intitulée : *La Corse italienne et la France*. L'auteur demande que la France rende la Corse à l'Italie. La *Correspondance Havas*, pour atténuer l'effet de cette publication, dit que ce n'est qu'une manœuvre mazzinienne. Il est possible que la brochure soit en effet sans aucune portée; mais cela ne vient pas de ce qu'elle serait une manœuvre mazzinienne; car, par la faute des temps ou par celle des hommes, les manœuvres mazziniennes savent assez bien faire leur chemin dans la Péninsule.

L'unité italienne n'était qu'une manœuvre il y a dix ans, et même il y a trois ans. Ceux qui la combattaient alors et qui la déclaraient chimérique, au nombre desquels nous pourrions citer M. Farini, la défendent aujourd'hui comme un principe et contestent son origine. Mais cette origine-là a beau être niée, elle ressort des faits et des documents avec une évidence qui s'impose à tous les hommes impartiaux. « La vérité est, dit le correspondant du *Temps*, que l'âpreté infatigable avec laquelle Mazzini a soutenu et prêché pendant trente ans l'unité italienne, a fini par tourner vers ce courant d'idées l'attention des hommes pratiques; et que sans l'*apostolat*, criminel ou non, du *malfaiteur* Mazzini, sans l'influence qu'il a exercée sur l'esprit du peuple, M. de Cavour qui, en 1855, ne songeait pas le moins du monde à l'unité italienne, n'y eût pas songé davantage en 1859. »

Le *Temps* a parlé cette fois comme l'histoire. Il faut que les défenseurs de l'unité en prennent leur parti : la cause qu'ils soutiennent est celle de Mazzini. (La France.)

On mande de Turin, le 13 octobre :

Plusieurs journaux démentent le bruit qui a couru, d'un voyage que M. Ratazzi aurait fait à Chambéry pour conférer avec un haut personnage.

La police de Naples a découvert une conspiration bourbonnienne et cléricalle. On assure qu'elle est en possession de la correspondance des conspirateurs avec Rome.

Dimanche 12, à Castel-Gandolfo, le pape a reçu à dîner le roi et la famille royale de Naples, plusieurs cardinaux et quelques princes romains.

Bon nombre de personnages de distinction sont arrivés d'Allemagne pour assister au mariage de la princesse Annonciata avec l'archiduc Charles d'Autriche. — Havas.

Un journal de Turin, confirmant une nouvelle que nous avons donnée, assure que Mazzini se trouve en ce moment à Lugano, dans le canton du Tessin.

La feuille officielle de Varsovie nous fait connaître une mesure qui témoigne des sentiments de bienveillance dont l'empereur Alexandre est

animé envers la Pologne. Depuis la guerre de Crimée, il n'y a pas eu de recrutement en Russie. Afin de former une réserve et de remplir les vides existants dans l'armée et dans la flotte, le czar a ordonné une levée générale pour 1865 dans toute l'étendue de l'empire. Mais, en ce qui concerne le royaume de Pologne, le recrutement ne sera d'abord que partiel et renfermera de nombreuses exemptions.

Ainsi les propriétaires de domaines, les paysans et les individus employés exclusivement à l'exploitation agricole en sont exceptés. Cet adoucissement a été accordé à la Pologne, sur la demande du grand-duc Constantin, dont les nobles efforts, pour améliorer la situation de ce malheureux pays, ne méritent que des éloges. (La France.)

Un télégramme de Brody, du 13 octobre, nous apprend que le gouverneur de Kamieniec a suspendu les délibérations des propriétaires réunis dans cette ville, a ordonné la fermeture de la salle des séances et refusé de transmettre l'adresse des propriétaires qui demandait la réunion de la Pologne au royaume de Pologne et l'établissement d'institutions libérales. Le maréchal de la noblesse, comte Roniker, a envoyé l'adresse à Saint-Petersbourg par un exprès. Par suite de ce fait, le maréchal Roniker a été mis en état d'arrestation. — Havas.

A Londres, la pluie et la police ont eu raison dimanche des tentatives de désordre que les promoteurs de meetings garibaldiens se proposaient de renouveler dans Hyde-Park.

La reine d'Angleterre est attendue, le 18 de ce mois, à Osborne.

Le *Times* publie une circulaire du cardinal Wiseman, dans laquelle ce prélat engage vivement « ses chers enfants Irlandais » de ne pas fournir par leur conduite, aux ennemis de leur foi et de leur pays, l'occasion de mal parler d'eux. Il les prie, les supplie et les conjure, dans le langage le plus pathétique, de ne pas se rendre à Hyde-Park, et de ne pas renouveler les scènes des dimanches précédents. « Les bâtons, les coups, le tumulte, dit-il, ne sont pas les moyens de défendre la bonne cause. » Il est probable que ces sages remontrances, dans lesquelles cependant il est impossible de ne pas voir que le prélat est anglais, ont produit leur effet, et qu'elles n'ont pas été sans influence sur la journée de dimanche, dont le calme a été expliqué par la pluie et la vigilance de la police.

A l'exemple du maire de Londres, le maire de Bradford a refusé de présider un meeting garibaldiens que les partisans de l'agitateur italien préparent dans cette ville. (La France.)

On annonce de Madrid, le 13 octobre, que de brillantes fêtes ont eu lieu à Grenade à l'occasion du passage de Leurs Majestés.

Des lettres de Tanger assurent que l'empereur du Maroc négocie un emprunt à Londres dans le but de payer l'Espagne. — Havas.

Nous recevons de Valachie une correspondance particulière, dont nous faisons l'analyse suivante :

Le nom de Garibaldi est devenu le drapeau

universel de ceux qui veulent agiter les peuples. On s'en sert aujourd'hui pour remuer un pays né d'hier, les principautés roumaines, qui ont besoin, avant tout, de s'isoler des questions du dehors, pour s'affermir et se développer dans le calme intérieur.

Par deux citations extraites du *Roumanoul*, la feuille démocratique de Bucharest la plus répandue, on jugera de ce que veulent ces esprits insensés, qui, sous prétexte de patriotisme cosmopolite, prêchent l'insurrection générale et ne rêvent que l'ébranlement des trônes.

Au moment où Garibaldi, encore en Sicile, se préparait à passer le détroit :

« Garibaldi va s'embarquer, écrivait le *Roumanoul*. Le jour approche où le monde connaîtra les projets du héros populaire de l'Italie, ou plutôt du héros de l'univers. Quel est, en effet, le peuple libre qui ne prononce pas avec vénération et amour le nom de Garibaldi? Quel est le peuple qui ne prononce pas ce nom avec espoir et confiance!... »

« Tremblez, papes, rois, souverains, et vous tous mauvais gouvernants des peuples. Sous peu de jours, Garibaldi va s'embarquer, et partout où il ira s'allumera l'incendie qui doit illuminer le monde; — et sa voix, appelant les peuples à la liberté, secouera bien des trônes et ébranlera sur leurs bases tous les mauvais gouvernements. »

Après la défaite de Garibaldi, le *Roumanoul* insultait le gouvernement italien pour avoir défendu l'ordre et la loi contre ceux qui les violaient :

« Quelle énorme différence! dit-il. D'un côté, le général champion de l'unité, tombant blessé, au milieu des efforts qu'il faisait pour arrêter une lutte fratricide; — d'autre part, un général ordonnant d'attaquer et de détruire le fondateur de l'unité italienne! »

« Ce parallèle montre mieux que tout quelle distance immense sépare ceux qui luttent pour une idée grande et vitale, de ceux qui luttent pour leur intérêt personnel. »

« Cachez vos visages dans les ténèbres, tyrans et despotes, et vous tous, vils instruments d'un maître, car l'éclat des rayons que lance la grande figure du martyr d'Aspremonte vous aveuglera! — Et vous, peuples, qui aspirez à la réalisation d'une grande idée nationale, saluez le triomphe d'une idée contre la force brutale; car le sang généreux, versé à Aspremonte par l'ordre de ceux qui veulent rabaisser le sentiment national, fécondera la terre et amènera le prompt triomphe de la sainte cause des nations! »

Tout le monde se demande pourquoi cet appel incendiaire, et pourquoi on veut, avec le nom de Garibaldi troubler la jeune nation roumaine, qui a tout à perdre aux aventures? La révolution a partout le même mot d'ordre, et les agitateurs, s'inquiètent peu de sacrifier au triomphe de ce qu'ils appellent l'idée, le repos d'un peuple et l'avenir d'un pays.

Pour le bien de la Roumanie, dont la cause est si sympathique à la France, on regrette de constater que le journal en question est l'organe le plus répandu dans les villes et dans les campagnes moldo-valaques, que c'est lui que le gouvernement roumain ménage le plus et dont il semble même le plus rechercher et apprécier les éloges. (La France.)

— Je prends des meilleurs morceaux.
— Et je l'approuve.
— J'aime mieux payer plus cher...
— C'est comme moi. Voilà aussi de beaux navets.
— Et bons!
— C'est l'essentiel.
— Ah! tu as acheté des pommes de terre.
— Oui.
— Beaucoup?
— Un boisseau.
— Un petit?
— Un grand. Les denrées coûtent moins cher achetées en gros.
— C'est vrai, on se ruine à la petite mesure.
— Et du lard, en fais-tu manger à ton pensionnaire?
— Oui, il adore les grillades. J'en ai acheté hier vingt-cinq livres.
— Vingt-cinq...
— Vingt-cinq livres.
— Tant pis.
— Comment?
— Ça te fera bien des grillades à manger.
— Et M. Valentin?
— Tu ne peux pas le garder...
— A cause ?

— Il n'est pas convenable... Tu m'entends?
— Je ne vous entends pas du tout.
— Enfin, tu es fille et il est garçon...
— Expliquez-vous.
— C'est tout expliqué.
— Mais, enfin?...
— Le monde est si méchant!
— Quoi! on pourrait penser?...
— Ne m'en parle pas.
— C'est abominable!
— C'est bien mal, je suis de ton avis.
— Mais je pourrais être la mère de M. Planterose?
— C'est l'observation que j'ai faite... Le monde est si drôle.
— Est-il possible?
— Je sais bien que les apparences sont contre toi.
— Les apparences?
— Sans doute. Tu es femme et M. Valentin est homme... Il n'en faut pas plus pour faire jaser... Ça suffit... Le monde n'en demande pas davantage pour parler... et Dieu sait qu'il n'a pas la langue dans sa poche.
— Mais, ma tante...
— Ça devait arriver.
— Mais, ma tante, c'est vous-même...
— Ces choses-là ne manquent jamais.

— C'est vous-même qui m'avez engagé à prendre en pension M. Planterose... Je n'en voulais pas...
— C'est vrai.
— Et vous m'avez forcée de le prendre.
— Forcée...
— Autant dire...
— J'y ai mis de l'insistance, je ne dis pas non.
— Mon Dieu! mon Dieu...
— Que veux-tu! ce qui est fait est fait.
— Si j'étais à recommencer...
— Sans doute... Tu ne recevrais pas chez toi M. Valentin.
— Ah! bien sûr...
— Il ne te reste qu'un parti à prendre, ma fille.
— Et lequel?
— C'est de te séparer de M. Planterose.
— Me séparer! Ne dirait-on pas que nous sommes mariés ensemble... Vous avez des mots, ma tante...
— C'est vrai. Je ne sais pas où je vais les chercher.
— Quelle raison donner à ce monsieur? car vous ne voulez pas que je lui dise le vrai motif...
— Je ne veux rien, moi, ma fille. Ce que j'en dis, c'est dans ton intérêt... Qu'est-ce que je demande? la paix, la tranquillité...
— Je ne trouve aucune raison...

